

La situation du budget de l'État

Au 31 juillet 2013

Adresses Internet : <http://www.economie.gouv.fr/situation-mensuelle-budgetaire-au-31-juillet-2013>

Ou : <http://www.performance-publique.budget.gouv.fr/ressources-documentaires/documentation-budgetaire/la-situation-mensuelle-du-budget-de-letat.html>

Solde

Le solde général d'exécution s'établit à fin juillet à -80,8 Md€ contre -85,5 Md€ à fin juillet 2012.

Le solde général d'exécution à fin juillet s'améliore par rapport à la même période de l'exercice précédent du fait notamment de la progression des recettes fiscales. Cette amélioration est amoindrie par la perception, début 2012, de 2,6 Md€ de recettes liée à l'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences dans la bande 800 MHz en France métropolitaine pour établir et exploiter un réseau radioélectrique mobile ouvert au public (fréquences dites « 4G »). L'écart est également réduit par plusieurs dépenses exceptionnelles intervenues début 2013 : augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement (BEI) pour 1,6 Md€ et dotation au Mécanisme européen de stabilité pour 3,3 Md€. Hors ces éléments de nature exceptionnelle, le solde à fin juillet 2013 s'améliore de plus de 12 Md€.

Dépenses

Au 31 juillet 2013, les dépenses (budget général et prélèvements sur recettes) atteignent 235,5 Md€ (230,6 Md€ hors dépenses exceptionnelles présentées ci-dessous) contre 226,0 Md€ au 31 juillet 2012.

Une augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement (BEI) est intervenue en mars 2013 pour un montant de 1,6 Md€. Une troisième tranche d'apport en capital au Mécanisme européen de stabilité (MES) a par ailleurs été versée par la France en avril 2013 pour un montant de 3,3 Md€. Ces deux opérations, de nature financière, ne pèsent pas sur le déficit public au sens de Maastricht. Ces deux dépenses exceptionnelles expliquent l'évolution dynamique des dépenses de fonctionnement à fin juillet.

Ce montant est conforme à la prévision de dépenses de la loi n° 2012-1509 de finances pour 2013. Les dépenses de personnel hors pensions restent globalement stables par rapport à 2012. La charge de la dette est en baisse significative par rapport à 2012, compte tenu notamment du faible niveau des taux d'intérêt. Le prélèvement sur recettes au profit de l'Union européenne s'élève à 15,5 Md€ à fin juillet 2013 (12,4 Md€ à fin juillet 2012) en raison notamment du paiement exceptionnel en janvier 2013 de deux budgets rectificatifs au titre de l'année 2012 pour un montant de 0,6 Md€.

Recettes

Au 31 juillet 2013, les recettes du budget général (nettes des remboursements et dégrèvements) s'établissent à 176,4 Md€ contre 162,3 Md€ à fin juillet 2012.

A fin juillet, les recettes fiscales nettes sont en hausse de près de 15 Md€ par rapport à 2012 ce qui témoigne d'une amélioration des encaissements par rapport au mois de juin. Comme indiqué à la représentation nationale lors du débat d'orientation des finances publiques, l'évolution globale des recettes fiscales nettes présente néanmoins un aléa baissier par rapport aux prévisions présentées dans le programme de stabilité, débattu au Parlement mi-avril. Les prévisions seront mises à jour fin septembre à l'occasion du dépôt du projet de loi de finances pour 2014.

Le produit des recettes non fiscales enregistré à fin juillet s'élève à près de 8 Md€. L'évolution à la baisse par rapport à 2012 s'explique principalement, malgré le dynamisme des recettes non fiscales, par la recette exceptionnelle enregistrée en janvier 2012 par le budget général, liée à l'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences dans la bande 800 MHz en France métropolitaine pour établir et exploiter un réseau radioélectrique mobile ouvert au public (fréquences dites « 4G »).

Comptes spéciaux Le solde des comptes spéciaux s'établit à -21,8 Md€ à fin juillet 2013 et est stable par rapport à fin juillet 2012.

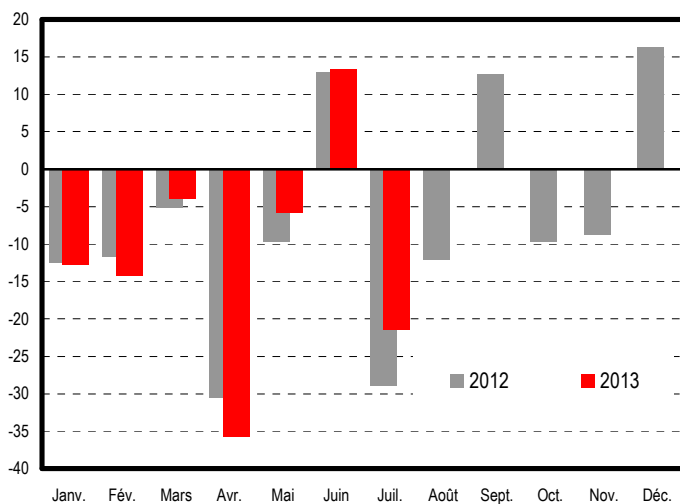
L'évolution, à fin juillet, du solde des comptes spéciaux est peu significative.

Solde (hors FMI)

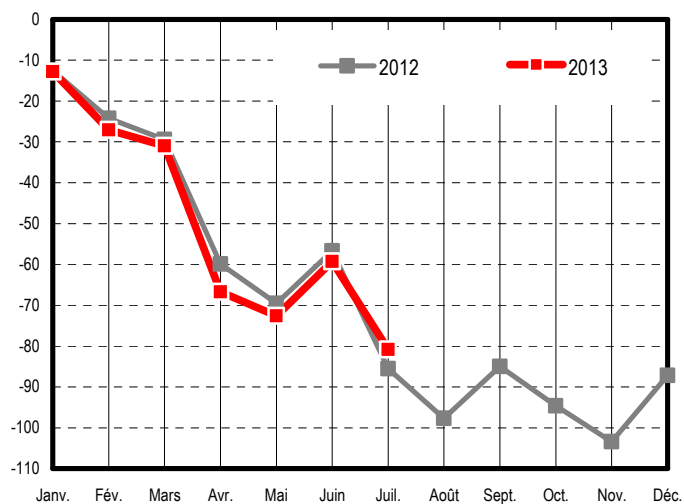
en millions d'euros	2011	2012	Niveau à la fin juillet			juillet 13 / juillet 12
			2011	2012	2013	
Solde du budget général	-90 092	-88 156	-59 095	-63 759	-59 003	
Dépenses (budget général et prélèvements sur recettes)	365 318	374 171	219 739	226 019	235 451	4,2%
Recettes (nettes des remboursements et dégrèvements)	275 226	286 014	160 644	162 261	176 448	8,7%
Solde des comptes spéciaux	-626	1 006	-27 478	-21 782	-21 817	
dont avances aux collectivités territoriales	696	1 089	-25 734	-22 968	-24 240	
Solde général d'exécution	-90 718	-87 150	-86 573	-85 541	-80 820	

Solde d'exécution (en milliards d'euros)

valeurs mensuelles



cumul depuis le début de l'année



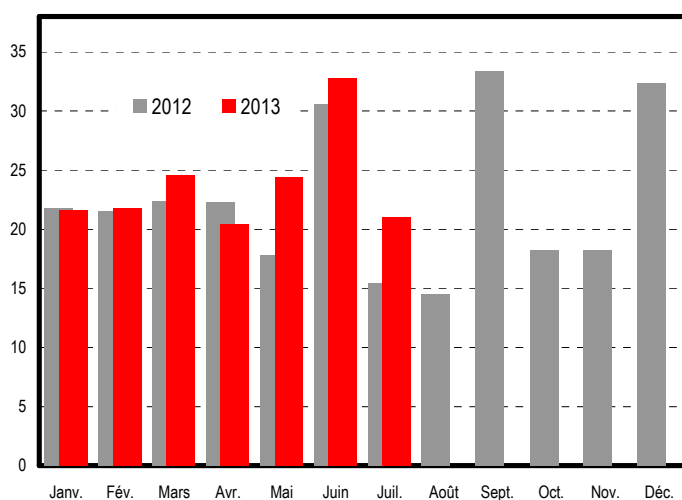
Recettes (nettes des remboursements & dégrèvements)

en millions d'euros	Exécution	Programme de stabilité	Niveau à la fin juillet		Variations à la fin juillet	
	2012	2013	2012	2013	2013/2012 Périètre courant	2013/2012 Périètre constant
Recettes fiscales - nettes ⁽¹⁾	268 438	290 367	151 712	166 633	9,8%	9,6%
Impôt sur le revenu – net ⁽²⁾	59 480	70 820	32 893	40 733	23,8%	23,8%
Impôt sur les sociétés – net ⁽¹⁾⁽³⁾	40 832	51 422	18 073	23 306	29,0%	18,7%
Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE)	13 498	13 319	7 785	7 663	-1,6%	-1,5%
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) – nette ⁽¹⁾	133 403	136 715	78 103	78 361	0,3%	0,3%
Autres recettes fiscales – nettes ⁽¹⁾	21 224	18 091	14 858	16 570	11,5%	21,2%
Recettes non fiscales	14 110	13 910	8 332	7 792	-6,5%	-2,6%
Recettes du budget général (hors fonds de concours)	282 548	304 277	160 044	174 425	9,0%	9,0%
Fonds de concours	3 467	3 320	2 217	2 023	ns	ns
Recettes du budget général (yc fonds de concours)	286 014	307 597	162 261	176 448	8,7%	8,7%

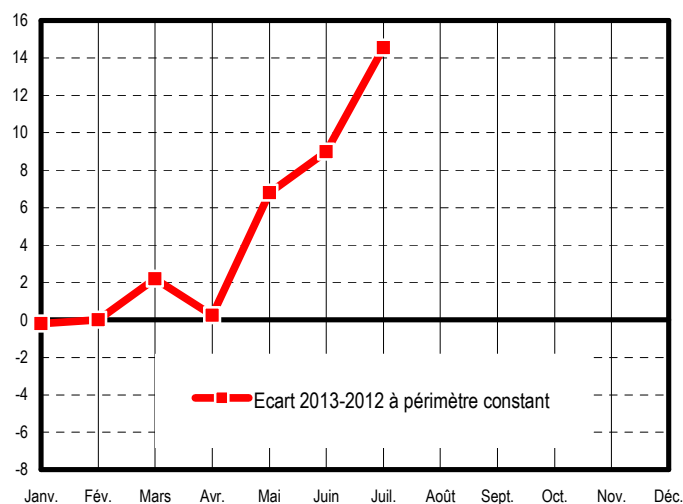
(1) Recettes nettes des remboursements et des dégrèvements; (2) Recettes d'impôt sur le revenu nettes des remboursements et des dégrèvements dont ceux relatifs à la prime pour l'emploi; (3) Hors CSB

Recettes fiscales nettes (en milliards d'euros)

valeurs mensuelles

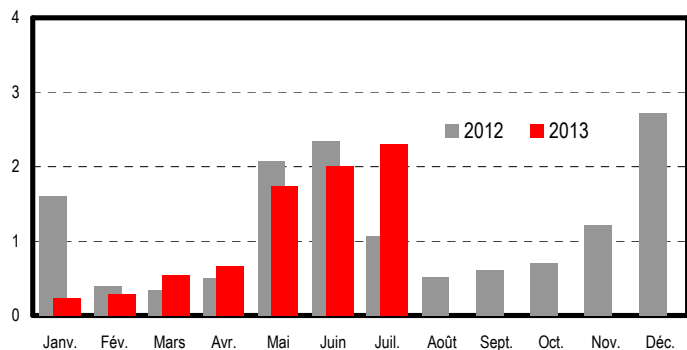


écart 2013-2012 (cumul depuis le début de l'année)

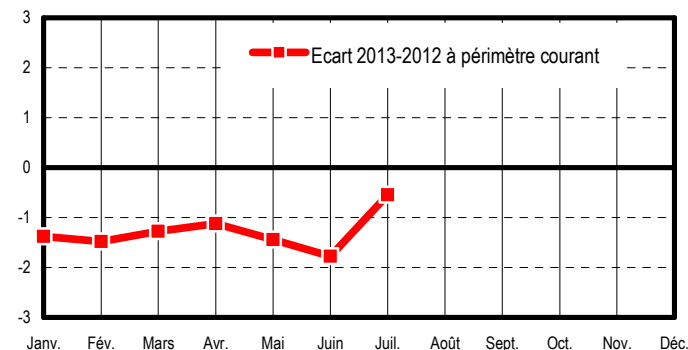


Recettes non fiscales (en milliards d'euros)

valeurs mensuelles



écart 2013-2012 (cumul depuis le début de l'année)



Avertissement : les pourcentages d'évolution ne sont pas significatifs lorsque le nombre figurant au dénominateur est petit et, de ce fait, ne sont pas affichés (mention « ns »).

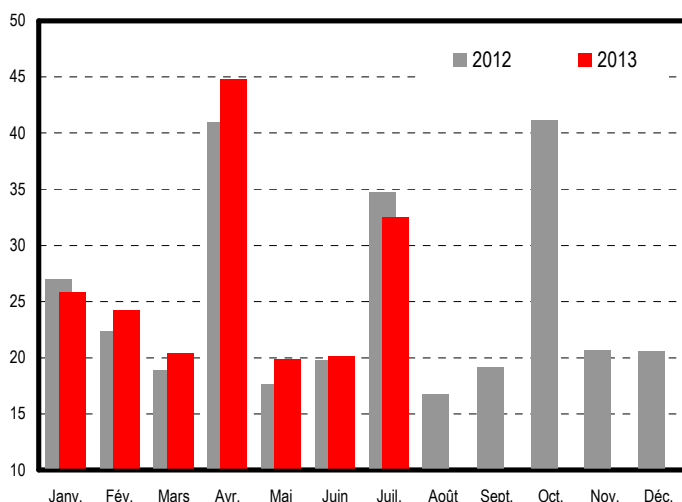
Dépenses (hors remboursements & dégrèvements)

en millions d'euros	Exécution	Niveau à la fin juillet		Variations à la fin juillet	
	2012	2012	2013	Périmètre courant	Périmètre constant
Dotation des pouvoirs publics	992	997	991	-0,6%	-0,6%
Dépenses de personnel	118 945	70 398	71 357	1,4%	1,7%
Dépenses de fonctionnement ⁽¹⁾	54 896	30 767	37 605	22,2%	21,1%
Charges de la dette de l'État	46 303	29 595	28 063	-5,2%	-5,2%
Dépenses d'investissement	11 028	6 962	7 320	5,1%	5,0%
Dépenses d'intervention	66 153	41 393	41 108	-0,7%	-0,7%
Dépenses d'opérations financières	1 218	1 079	1 212	12,3%	12,3%
Dépenses du budget général ⁽¹⁾	299 535	181 191	187 656	3,6%	3,5%
Prélèvement sur recettes au profit des collectivités territoriales	55 584	32 386	32 326	-0,2%	-0,2%
Prélèvement sur recettes au profit de l'Union européenne	19 052	12 443	15 469	24,3%	24,3%
Prélèvements sur recettes	74 635	44 828	47 795	6,6%	6,6%
Dépenses (budget général et prélèvements sur recettes)	374 171	226 019	235 451	4,2%	4,1%

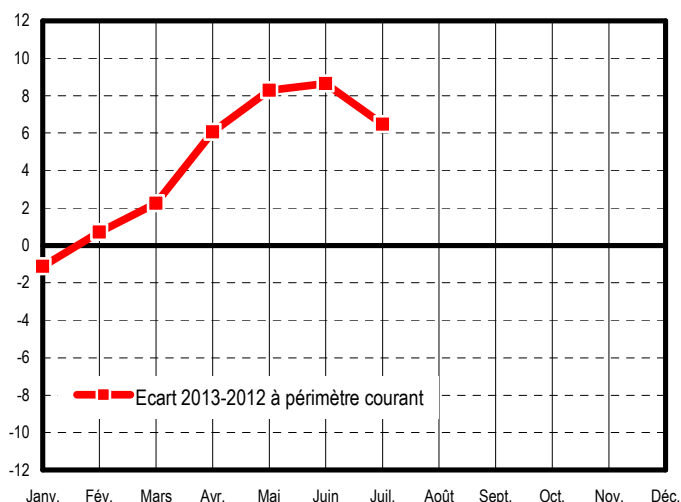
(1) Y compris versement à la Banque européenne d'investissement (BEI) et dotation au mécanisme européen de stabilité (MES)

Dépenses du budget général (en milliards d'euros)

valeurs mensuelles



écart 2013-2012 (cumul depuis le début de l'année)



Lois de finances – exécution (hors FMI)

en millions d'euros	2011			2012			2013
	LFI	LFR4	EXE	LFI	LFR3	EXE	LFI
Dépenses	363 194	365 149	365 318	368 482	374 237	374 171	378 768
Prélèvements sur recettes	73 578	74 131	74 067	74 457	74 641	74 635	76 128
Dépenses du budget général ⁽¹⁾⁽²⁾	289 616	291 018	291 251	294 024	299 596	299 535	302 640
- dont dépenses financées hors fonds de concours	286 390	287 792	287 422	290 714	296 285	296 069	299 320
Recettes	274 981	273 222	275 226	294 114	287 433	286 014	316 145
Recettes fiscales nettes ⁽³⁾	254 882	253 478	255 018	274 947	270 072	268 438	298 616
Recettes non fiscales	16 873	16 518	16 379	15 857	14 050	14 110	14 209
Fonds de concours	3 226	3 226	3 829	3 310	3 310	3 467	3 320
Solde des comptes spéciaux ⁽⁴⁾	-3 426	-3 425	-626	-4 361	611	1 006	307
Dont avances aux collectivités territoriales	1 171	428	696	650	1 050	1 089	737
Solde général d'exécution (hors budgets annexes) ⁽⁴⁾	-91 639	-95 352	-90 718	-78 729	-86 194	-87 150	-62 317
Pour mémoire : remboursements et dégrèvements	82 153	85 552	84 395	85 438	91 612	90 559	96 163

(1) hors remboursements et dégrèvements (2) le montant des dépenses financées par les fonds de concours est égal, par convention, à celui des recettes encaissées à ce titre

(3) nettes des remboursements et dégrèvements (4) hors FMI